

## NUCLÉAIRE

# Alain Rousset sonne la mobilisation pour les EPR2 en Blayais

Le président de la Région officialise son soutien à la candidature du Blayais pour recevoir une paire d'EPR2, un « projet stratégique pour la région »

Pour lui aussi, les EPR2, c'est oui. Le président de la Région avait déjà fait savoir son soutien à l'implantation d'ici 2050 d'une paire de ce type de réacteurs nucléaires de nouvelle génération au Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) du Blayais – la « centrale » de Braud-et-Saint-Louis. Mais aujourd'hui, Alain Rousset va un peu plus loin en organisant une conférence de presse pour porter la « mobilisation exceptionnelle des acteurs régionaux » en faveur de ce « projet stratégique pour la région ».

Il nommera aussi officiellement Lydia Héraud, élue régionale et présidente de la Communauté de communes de l'Estuaire, à la tête du nouveau Comité de suivi de l'EPR2 du Blayais.

## «Souveraineté énergétique»

Pour le monde économique local, c'est une bonne nouvelle, après des mois de lobbying sur le terrain : le grand patron de la Région entre pleinement dans ce match serré. D'autres centrales – dont Golfech, au large d'Agen – sont candidates, pour peu d'élues quand sonnera l'heure du choix, d'ici 2026. EDF a lancé des études sur six à sept territoires en lice pour seulement trois paires d'EPR2.

Si la question a divisé les partis du Nouveau front populaire aux dernières législatives, le consensus politique est massif. Les principaux élus et parlementaires sont pour, fédérés dans ce combat par la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI), avec tout un écosystème local, Université des métiers du nucléaire, Campus de maintenance en environnement sensible

(qui irise un réseau d'établissements de formation, lycées, CFA, centres de formation continue, universités...), entre autres clusters et clubs d'entreprises.

On compte des dizaines de motions – dont celle du Département de la Gironde, adoptée en juin (malgré l'abstention de la majorité) – ou de prises de position en faveur de cette candidature, au nom de la « souveraineté énergétique » du pays ou de la sauvegarde de l'emploi dans un territoire secoué par les crises – viticole, notamment.

La centrale représente environ 1 500 emplois directs, autant d'emplois induits et encore un millier entre fournisseurs et sous-traitants. Sans cette nouvelle technologie, les partisans du projet craignent la disparition à plus ou moins long terme de la vieille centrale du Blayais, mise en service en 1981. Elle produit 65 % des besoins en électricité de la région.

**Adrien Vergnolle**



La centrale de Braud-et-Saint-Louis pourrait recevoir les EPR2. ARCHIVES L. T. / SO